

LA DEUX

«Il n'y a pas d'Europe sans la Turquie»

Lech Walesa

L'ancien président polonais, leader historique du syndicat Solidarité et fervent catholique, a affirmé à l'AFP que «la religion a été instrumentalisée» à travers l'Histoire mais «va revenir à sa place et les gens comprendront qu'en réalité Dieu est le même dans toutes les religions» [...]. La Pologne, qui présidera l'Union européenne au second semestre 2011, soutient l'adhésion de la Turquie à l'UE.

5,2 milliards

L'absentéisme coûte 5,2 milliards d'euros par an aux employeurs belges, selon l'indice européen des arrêts de travail (ESLT), une étude réalisée en Belgique, aux Pays-Bas, en France et en Allemagne. En 2008, la Belgique affichait le plus haut taux d'absentéisme (4,5 %) des quatre pays de l'étude. Sur la période 2005-2008, c'est dans notre pays que l'absentéisme a le plus augmenté (+29 %).

Épinglé par Vadot



Distorsion de concurrence dans les insecticides?

Le Conseil de la concurrence belge a demandé à la Commission européenne le lancement d'une enquête après la reprise par le groupe américain SC Johnson de l'insecticide Vapona, une marque de son concurrent et compatriote Sara Lee. Selon l'auditorat du Conseil de la concurrence, la fusion entre Vapona et Baygon va mener à une forte concentration sur le marché belge. C'est au début du mois d'août que le Conseil de la concurrence a été averti des projets de reprise. Une telle concentration aura «des effets dans plusieurs pays européens dont la Belgique», a expliqué le Conseil.

Top 5 des articles les plus lus sur lecho.be

1. Di Rupo: «Il faut atterrir»
2. Coup de frein sur des marchés en panne
3. Édito: Cap sur l'Europe
4. Vague d'introductions en Bourse
5. BHP Billiton lance la guerre de l'engrais

Editorial



par Martine Maelschalck

Rédactrice en chef

Copernic ou le big bang?

En astronomie, il y a un avant et un après Nicolas Copernic. Avant, on pensait que la Terre était au centre de l'Univers. Après, on a bien dû admettre que la Terre, comme les autres planètes, tournait autour du Soleil. Si la (sixième) réforme de l'État sur laquelle travaillent le préformateur Elio Di Rupo et ses collègues négociateurs prend forme, un jour, il y aura du Copernic dans cette révolution-là. Avec 49 % du budget de l'État fédéral transférés vers les entités fédérées, il sera désormais évident que les Régions et les Communautés sont au centre de l'union «Belgique», avec un État fédéral gravitant dans leur orbite. Mais, on n'en est pas encore là. Le fossé reste énorme entre négociateurs francophones et flamands. Et si Elio Di Rupo, en vieux renard de la politique, a orchestré la dramaturgie de la journée d'hier, c'est avant tout pour lancer un message aux nationalistes N-VA de Bart De Wever. Et, dans la foulée, à l'opinion publique du Nord du pays. En balisant le contenu de sa nouvelle mission, le préformateur a placé ses partenaires flamands face à leurs responsabilités. Que choisiront-ils? Une avancée considérable de leurs revendications, sachant que tout compromis a ses limites, ou le clash qui mènerait tout droit à la séparation? En se rendant chez le Roi, puis en demandant aux négociateurs d'«atterrir», Elio Di Rupo a clairement voulu leur signifier qu'il ne jouerait pas pendant des mois au petit jeu de 2007. Certainement pas avec ses partenaires francophones - d'ailleurs, lequel aurait vraiment le culot de s'opposer frontalement à super-Di Rupo? Mais pas davantage avec les partis flamands. Lesquels seront bien forcés, lors de la première réunion des négociations «approfondies», de jouer (davantage) cartes sur table. Si elle réussit, la sixième réforme de l'État ne sera certainement pas la dernière. En revanche, si elle échoue... Oublié Copernic, on se dirigera tout droit vers le big bang.

I-Movix: le roi du ralenti était gendarme

Laurent Renard mène la croissance de son entreprise à du 200 à l'heure. La PME montoise surfe sur la HD et multiplie les contrats.



PORTRAIT 3/5
François Bailly

Pékin, le 16 août 2008. Michael Phelps remporte un 100 mètres papillon d'anthologie et cueille sa 7^e médaille d'or aux JO, un minuscule centième de seconde le séparant du Serbe Cavic. Dans le fauteuil de son salon à Péruwelz, Nathalie Vincent exulte. C'est uniquement grâce à la technologie de ralenti vidéo extrême développée par son mari que les deux champions ont pu être départagés... «Ma femme était comptable. J'étais enfermé dans mon petit train-train», raconte Laurent Renard. Développeur informatique de formation, ce Montois en-

tame, en 2005, sa 18^e année à la gendarmerie. «C'est le moment de la réforme des polices. On me propose des formations. Je retouche à l'aspect pratique... Il fallait que j'agisse, que je me réveille.»

L'idée de confectionner une caméra qui tourne 400 fois plus lentement qu'à la normale et stocke les images séquence par séquence pour produire des ralentis en temps réel vient totalement par hasard. «Un ami m'a appelé. Il s'occupait du tournage d'un spot publicitaire et voulait

pour mettre au point sa solution. Présent pour un «live-test» au Memorial Van Damme 2007, sa société I-Movix se voit proposer d'intégrer la régie des Jeux Olympiques l'année suivante. «C'est une période de galère. Le matériel coûte cher et les fournisseurs viennent des quatre coins du monde. Pas évident pour une PME qui se lance», se souvient Nathalie Vincent, qui a rejoint son mari à la gestion.

En 2008, I-Movix n'est même pas sûr de réunir l'argent néces-

saire pour se rendre à Pékin. Par miracle, huit caméras rejoignent les travées olympiques... «Avec Phelps, les images d'I-Movix font le tour du monde. Nous signons nos premiers contrats et embarquons dans l'aventure Coupe du Monde», explique le couple.

Si l'intérêt pour la petite start-up est croissant, le pari à la sortie

des JO n'est pas encore gagné. «À cette époque, la captation vidéo entre dans l'ère de la haute définition. Dans mon for intérieur, je savais que l'avenir d'I-Movix passerait par la HD», explique Laurent Renard...

Présenté lors du salon NAB de Las Vegas en avril dernier, le système d'ultra-ralenti «Sprint-Cam» (25 à 2.700 images/sec. en full HD), a permis à la petite entreprise de ferrer le gros poisson tant attendu: Fletcher Chicago, l'un des plus gros acteurs de la captation sportive en Amérique.

«Notre business model est clair. Être prestataire de services demande trop de moyens. I-Movix vend des solutions de pointe. Notre système peut être intégré dans la crème des caméras professionnelles. Le sport, la pub, sont nos créneaux», indique le manager.

«Les commandes s'accroissent. S'il faut organiser la production, nous ne sommes plus à la merci d'un investisseur peu scrupuleux. Notre futur est entre nos mains», ajoute, soulagée, Nathalie.

Vingt caméras I-Movix au prix unitaire de 250.000 euros courent déjà le monde. La PME vise, cette année, un chiffre de 4 millions d'euros... multiplié par sept sur un an. ■

“ Le ralenti instantané du petit Montois est la star du sport en TV. ”

mes conseils pour utiliser sa caméra. En chipotant, je me suis dit: pourquoi personne n'a jamais pensé à ça?»

Laurent Renard s'installe dans un petit local du zoning technologique de Mons, bénéficie des prêts à court terme de l'Invest Mons Borinage Centre et de Walilimage - devenus actionnaires -

saire pour se rendre à Pékin. Par miracle, huit caméras rejoignent les travées olympiques...

«Avec Phelps, les images d'I-Movix font le tour du monde. Nous signons nos premiers contrats et embarquons dans l'aventure Coupe du Monde», explique le couple.

Si l'intérêt pour la petite start-up est croissant, le pari à la sortie



Laurent Renard parcourt le monde avec ses ralentis sans trucage. «Les affaires se font de plus en plus vite.»

© Emy Elleboog

Anil Agarwal

Président et fondateur de Vedanta Resources

Sous sa direction, Vedanta est devenu un des principaux groupes mondiaux de métaux. Son projet de mine de bauxite dans l'Etat d'Orissa lui vaut de sérieuses critiques.

Le président et fondateur du géant minier Vedanta, Anil Agarwal, vient de conclure une excellente affaire en rachetant la société pétrolière Cairn India, le quatrième producteur d'hydrocarbures d'Inde. Mais qui est ce businessman indien, comparé par d'aucuns à Lakshmi Mittal? En 30 ans de carrière, Anil Agarwal s'est hissé à la force des poignets dans la catégorie mondiale des milliardaires. Jusqu'à devenir en 2007 le sixième Indien le plus riche, avec une fortune de 12,7 milliards de dollars. La crise étant passée par là, il ne pèse «plus» que 6,5 milliards de dollars.

Né en 1954 à Patna, dans l'Etat de Bihar, ce «Bollygarque» est aujourd'hui domicilié à Londres. Il est le fils d'un homme d'affaires actif dans l'aluminium. En 1986, il crée Vedanta Resources, en réunissant plusieurs entreprises détenues par la famille Agarwal.

Avec ce groupe industriel, il rachète les mines privatisées par le gouvernement indien. Vedanta devient un acteur incontournable dans le secteur minier et, en 2003, la première société indienne à entrer sur la place boursière londonienne. Ses opérations se ramifient désormais en Zambie et en Australie.

Mais la réputation d'Anil Agarwal est ternie depuis deux ans par un projet minier dans l'Etat d'Orissa. Vedanta veut creuser et exploiter un vaste complexe de mines de bauxite dans la montagne sacrée de Niyangiri, où vivent les tribus Dongria Kondh. Or, ces peuplades considèrent qu'un tel projet mettrait en danger leur existence, en polluant les cours d'eau et en détruisant la forêt. Lundi, le jour même du rachat de Cairn, un comité gouvernemental a recommandé le blocage du projet. Les experts désignés par le ministre de l'Environnement jugent qu'il menace l'écosystème et ne respecte pas les droits des minorités tribales. Vedanta estime, pour sa part, qu'elle a besoin de minerais de bauxite pour sa raffinerie d'aluminium, située en contrebans des collines et, elle aussi, fortement critiquée par le voisinage. ■

Vincent Georis

© Bloomberg



La petite histoire

Quand Barbie joue les «James Bond girls»

On l'imaginait plus sage, la célèbre poupée Barbie qui s'habille, fait du sport et rencontre Ken, dans les mains des petites filles depuis plusieurs générations. Car la voici impliquée dans une sombre histoire d'espionnage, un gros paquet de sous à la clé. De l'espionnage industriel bien entendu: selon la presse, Mattel, le fabricant de Barbie, aurait espionné ses concurrents depuis plus de 15 ans dans le but de copier les meilleures idées d'accessoires ou de concepts qui fonctionnent sur le marché. C'est en tout cas le fabricant de la poupée américaine Bratz qui le dit dans les colonnes du Wall Street Journal, relançant un nouvel épisode de la bataille judiciaire qui oppose les

deux fabricants. Selon le quotidien, qui cite des documents de justice, MGA Entertainment affirme que des employés du créateur de la poupée Barbie ont utilisé des badges falsifiés pour s'introduire dans ses locaux, mais aussi dans ceux du fabricant de jouets Hasbro, et photographié leurs produits sans autorisation. La justice avait donné raison en 2008 à Mattel, qui estimait que MGA s'était inspiré de Barbie pour lancer sa poupée Bratz en 2001 et ainsi lui arracher plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires. Mais une cour d'appel a annulé ce jugement en juillet. Un nouveau procès doit se tenir en janvier devant un tribunal californien. ■ JYK